

1,30€

Les trésoreries de nouveau menacées de fermeture

SERVICE PUBLIC Suspendue le temps des élections, la fermeture des trésoreries d'Aspet et d'Aurignac est relancée et devrait être effective au 1er janvier 2018. Un nouveau coup dur pour le territoire, quelques mois après la disparition de celle de L'Isle-en-Dodon.

La mobilisation des élus, des syndicats et de la population en 2015-2016 n'avait pas permis la survie de la trésorerie de L'Isle-en-Dodon, finalement fermée le 1er janvier dernier. Sur la sellette à la même époque, les trésoreries d'Aspet et d'Aurignac n'avaient dû leur salut qu'à la trêve des élections. Bref répit, puisque la phase de concertation avec les élus a été lancée, pour une fermeture désormais annoncée au 1er janvier 2018.

«Il ne manque que la validation du ministre, indique Séverine Bolognesi, représentante de la CGT Finances publiques. Mais la direction centrale des Finances publiques a donné son feu vert pour relancer les discussions avec les élus locaux, qui ont eu lieu au début de l'été. Les conclusions devaient être envoyées mi-août.»

Les élus réagissent, notamment dans l'Aurignacais. Patrick Boube, le maire de Boussan, a ainsi écrit à la direction régionale des Finances publiques pour s'opposer à ce projet, le conseil municipal de Saint-André a pris une délibération dans le même sens. «J'ai été contacté en début d'été, confirme de son côté Jean-Michel Losego, le maire d'Aurignac, mais je n'appelle pas ça de la concertation, on est mis devant le fait accompli.»



Comme à Aurignac, la trésorerie d'Aspet devrait fermer le 1er janvier.

Un maire en colère face aux alternatives proposées par les Finances publiques, qui prévoient de renvoyer l'utilisateur à Saint-Gaudens ou vers Internet, mais sans illusion : «J'ai l'impression que notre opposition est vouée à l'échec. Les discussions ont permis d'envisager des solutions avec des permanences d'une demi-journée par semaine, mais nous allons perdre le loyer de la trésorerie, qui est installée dans un local appartenant à la mairie, et on nous demande en plus de fournir gratuitement un local pour les permanences !»

Même sentiment dans l'Aspétois, où les usagers seront renvoyés vers Salies-du-Salat pour les services publics et vers Saint-Gaudens pour les particuliers. «Les 21 maires de l'ancien can-

ton se sont réunis pour dire leur désapprobation, indique le maire d'Aspet, Josette Sarradet. On s'est mobilisés, mais ça fait deux ans que c'est annoncé et je pense que c'est plié. Le problème, c'est que les services de Salies sont surchargés de travail, ils ne vont pas pouvoir suivre.» «Les élus sont plus difficiles à mobiliser que sur les fermetures précédentes, regrette pourtant Séverine Bolognesi, ils sont trop pris par la réforme territoriale et la fusion des intercommunalités. On ne baissera de toute façon pas les bras, même si la décision est prise, mais seule la mobilisation des élus et de la population peut vraiment faire pencher la balance. Et comme la rentrée risque d'être agitée...»

J-O.B.